



## Noël approche : à nous de jouer !

Edito par Jacqueline Poussier,  
membre de l'équipe exécutive

**L**a période de Noël est une période propice pour relancer la campagne en direction du grand public sur les conditions de travail dans les usines de fabrication de jouets. Les ventes de jouets sont réalisées à 58% pour cette fête, essentiellement en novembre et en décembre. Nous ne partons pas de zéro. La campagne de l'an dernier et les récents Appels Urgents nous ont déjà permis de faire réagir les industriels du jouet. Mais la tâche reste considérable.

La majorité des jouets commercialisés dans le monde est fabriquée dans la région chinoise de Shenzhen. China Labor Watch, ONG partenaire de Peuples Solidaires, a enquêté dans les usines sous-traitantes de Carrefour en Chine et révèle par exemple qu'en période de pic de production, l'usine de Xinlong n'accorde à ses ouvriers qu'un à deux jours de repos par mois alors qu'ils travaillent jusqu'à 13 heures par jour. Les salariés sont contraints d'accepter ce rythme de travail pour faire vivre leur famille et de peur de perdre leur emploi mais les salaires n'en restent pas moins insuffisants, autour de 160 € par mois en moyenne. A Kiddieland Toys, les ouvriers sont exposés à des produits chimiques manipulés sans précaution. Toute pièce défectueuse décelée sur un jouet entraîne une amende de 5,5 € pour un ouvrier. Ces conditions de travail indécentes sont répandues dans les usines de jouets du sud-est de la Chine où se fournissent les multinationales européennes et nord-américaines. Face à cela, les codes de conduite

et les chartes fournisseurs paraissent un rempart bien fragile pour faire respecter les droits des travailleurs. Pire, ils servent souvent d'arguments marketing utilisés au mieux par méconnaissance, au pire par cynisme, par les grands groupes que sont Disney, Carrefour, Auchan, Cora, Casino et autres Joué Club. Il y a beaucoup d'hypocrisie à utiliser ces chartes lorsque les délais, les prix, et l'ensemble des pratiques d'achat rendent l'application des bonnes intentions affichées tout simplement impossible.

Malgré tout, la révolte sociale gronde dans les usines chinoises. Le désespoir aussi. La vague de suicides au travail, tout comme les grèves qui ont touché ce pays cette année, ont contraint les autorités à relever les salaires et montrent que nous devons poursuivre nos efforts.

Pour cette nouvelle phase de la campagne, c'est le moment d'agir. Avec ses partenaires, Peuples Solidaires a décidé d'interpeller la Fédération Internationale des Industries du Jouet (ICTI) par le biais d'une pétition que nous vous invitons à signer et à faire signer. Cette fédération regroupe la majorité des entreprises européennes et nord-américaines qui, faisant fabriquer leurs jouets en Chine, figurent parmi les principaux responsables des bas salaires et des conditions de travail déplorables des ouvriers. Nous voulons que l'ICTI corrige son code de conduite et s'assure de sa bonne application pour qu'enfin, les ouvriers-ères du jouet chinois-es soient traités-es dignement.

## SOMMAIRE

Edito .....	1
Partenariat .....	2
Nouvelles du Monde.....	3
Prix Pinocchio.....	3
«C'est pas du jeu !» .....	4
Pourquoi l'ICTI doit réagir .....	4
Signez et faites signer la pétition .....	4



10, quai de Richemont - 35000 RENNES  
Tél. : 02 99 30 60 53  
Fax : 02 99 30 39 30  
ecrire@peuples-solidaires.org  
www.peuples-solidaires.org

Directeur de publication :  
Jean-Paul Sornay,  
Président de Peuples Solidaires

Rédaction :  
Jean-Paul Arpi  
Antoine Bouhey  
Fanny Gallois  
Jacqueline Poussier

Dépôt légal

Octobre 2010

ISSN 1969-4199

Maquettage : Association BUG (Rennes)  
Imprimé sur papier recyclé avec encre  
base végétale par Média Graphic (Rennes)



### Numéro spécial - Campagne « C'est pas du jeu ! »



« C'est pas du jeu ! », Campagne pour des conditions de travail décentes dans l'industrie du jouet, a été lancée en 2009 par une coalition d'associations européennes qui agissent en collaboration étroite avec des organisations chinoises. Pour en apprendre davantage sur l'industrie du jouet et les objectifs de cette campagne, n'hésitez pas à commander le Kit d'information, composé de 11 fiches, disponible sur simple demande.



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de Peuples Solidaires et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

# « Campagne jouets » : une action européenne

« **S**pielsachen fair machen! », « Kupuj odpowiedzialnie zabawki », « Víte, s ím si hrajete? », « De Unde Ne Vin Jucariile ? »... Ces phrases ne vous disent probablement rien ? Elles ont pourtant un point commun : toutes renvoient à la campagne que nous avons appelée en français « C'est pas du jeu ! », pour des conditions de travail décentes dans l'industrie du jouet.

Au-delà de l'anecdote, ces différents intitulés rendent bien compte de la dimension européenne de l'action. « Avant, nous nous mobilisions déjà pour dénoncer les conditions de travail dans l'industrie du jouet, mais chacun dans notre pays. En 2009, pour être plus forts et plus efficaces, nous avons proposé de créer cette coalition ! » explique Claudia Bonk, de l'ONG autrichienne Südwind Agentur.



Conférence en Roumanie



Militants Tchèques en action

## Militants connectés

Avec Südwind Agentur, les associations Spolecnost pro Fair Trade (République Tchèque), National Association of Human Resources Specialists (Roumanie), Polish Green Network (Pologne) et Peoples Solidaires (France) ont relevé le défi. L'objectif ? Informer et sensibiliser les citoyens – consommateurs aux conditions de fabrication des jouets qu'ils achètent et faire pression sur les marques et distributeurs de jouets. Au final, un programme d'actions sur trois ans (2009-2011) a été adopté et a reçu le soutien financier de l'Union européenne, par le biais de l'office de coopération « EuropeAid ».

Afin de renforcer la dynamique, des formations européennes ont été organisées, permettant aux élus et militants de se rencontrer. « C'est la première fois que je discute avec des militants d'autres pays. Ces rencontres sont toujours très fructueuses. Cela permet de réfléchir à des modes communs de mobilisation et de trouver de nouvelles idées » témoigne Paul Cancel, membre de la Commission « Dignité au Travail » de Peoples Solidaires.

## Plus nombreux = plus forts !

La dimension européenne permet de peser davantage sur l'ensemble de la filière :

- par des temps forts organisés dans plusieurs pays simultanément : l'opération cartes-magasins lancée en 2009 et la pétition à l'attention de la Fédération internationale des industries du jouet jointe à ce numéro rassemblent ainsi des milliers de signatures au niveau européen (cf. page 4) ;
- grâce à une diffusion plus large des Appels Urgents, outil de mobilisation que nous avons fait découvrir à nos partenaires européens. « Nous n'avions jamais lancé d'Appel Urgent » rapporte Misa Chatrna de l'organisation tchèque Spolecnost Pro Fair Trade « mais quand Peoples Solidaires nous a demandé de relayer les appels à solidarité avec les ouvrières des sous-traitants de Disney en Chine, nous avons tout de suite été partants ».

Cette solidarité étendue a été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme par nos partenaires chinois. Comme l'explique Debby Chan<sup>(1)</sup> au sujet d'une des multinationales dont l'attitude a un rôle central dans cette filière : « Les ouvrières-ères qui fabriquent les jouets pour Disney n'ont pas les moyens de faire entendre leur voix. Grâce aux messages de protestation envoyés par des milliers de consommateurs à travers l'Europe, Disney ne peut plus les ignorer ».



Action de rue en Autriche

(1) Représentante de la SACOM, association des étudiants et universitaires chinois contre la mauvaise conduite des entreprises.

Chine

## Ouvriers intoxiqués au cadmium

Appels n°299 du 5 octobre 2006, n°318 du 6 juin 2008 et webaction du 25 février 2010



Manifestation des ouvriers de Gold Peak

Le 24 août 2010, une centaine d'ex-travailleurs de la multinationale chinoise de piles et batteries Gold Peak ont manifesté devant le siège de l'entreprise. Ils réclament toujours les indemnités qui leur sont dues suite à leur intoxication au cadmium. Plusieurs militants ont été violemment agressés par des hommes qui ont admis avoir été payés pour « casser » la manifestation. Trois ex-ouvrières ont dû être hospitalisées. Gold Peak, qui nie toute responsabilité dans les agressions, continue à refuser de dialoguer avec ses anciens employés. Peoples Solidaires, en lien avec le Globalization Monitor, son partenaire local, a adressé un nouveau courrier officiel de protestation à la multinationale.

Chine

## Disney se joue des droits sociaux

Appel n°332 du 1er décembre 2009

Une nouvelle enquête de l'association chinoise SACOM dans l'usine de Tianyu Toys montre que des progrès ont été réalisés chez ce sous-traitant de Disney, mais qu'un certain nombre de problèmes persiste. Parmi ceux-ci, le nombre d'heures supplémentaires moyen reste deux à trois fois supérieur à la limite légale chinoise ; les congés maladie ne sont pas payés ; le comité de travailleurs, formé en 2010 sur les conseils de la SACOM, n'a jamais fonctionné convenablement ; enfin, les fraudes continuent en ce qui concerne les audits sociaux : les travailleurs qui répondent « correctement » aux questions des auditeurs se voient toujours récompensés d'une prime de 23 euros (200 yuans).

Toutefois, d'après des entretiens réalisés avec une vingtaine d'ouvriers, des améliorations substantielles ont pu être constatées. Ainsi, les heures supplémentaires ont net-

tement diminué : en moyenne, les ouvriers travaillent maintenant 8 à 11 heures par jour et ont au moins un jour de repos par semaine. Les congés maladie sont désormais autorisés. Des efforts ont également été réalisés en ce qui concerne les salaires : alors qu'en 2007, certains ouvriers disaient gagner moins de 58 € par mois (500 yuans), le salaire mensuel minimum est aujourd'hui de 106 €. Avec les heures supplémentaires, les ouvriers arrivent en moyenne à gagner entre 170 et 230 € par mois. C'est toujours insuffisant, mais c'est une amélioration que les ouvriers accueillent avec satisfaction. Autre progrès important : les salariés qui ne recevaient jusqu'alors ni contrat de travail, ni fiches de paie, se voient aujourd'hui remettre systématiquement ces documents. Peuples Solidaires reste bien entendu présent aux côtés de la SACOM pour soutenir les ouvriers-ères de Tianyu Toys.

## Turquie

### Carrefour et Ikea bradent les droits

Appel n°328 du 18 mai 2009

La Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir va déposer, au nom du syndicat Teksif, une plainte contre l'Etat turc auprès du Comité de la liberté syndicale de l'Organisation internationale du travail (OIT), pour avoir manqué à son obligation de faire respecter le droit d'association et de protéger les travailleurs contre les actes de discrimination syndicale.

## Kenya

### Carburant contre paysans

Appel n°339 du 14 juin 2010



Journée mondiale de l'alimentation au Kenya

La mobilisation kenyane et internationale a porté ses fruits ! Le 9 juillet, l'Autorité Nationale de Gestion de l'Environnement du Kenya (NEMA) a refusé de donner son aval au projet d'une compagnie italienne d'ac-

parer 50 000 hectares de terres pour y faire pousser du jatropha – un agro-carburant non-comestible. ActionAid Kenya, qui avait sollicité le lancement de cet Appel Urgent, a reçu plus de 5 000 messages de solidarité (3 000 lettres et 2 150 e-mails) de la part des signataires de Peuples Solidaires. Selon son Chargé de recherches et de plaidoyer, David Barissa Ringa, la diffusion de l'Appel a été extrêmement utile et a permis de faire réagir le Ministère de l'Environnement.

Après ce premier succès, la mobilisation reste d'actualité. La NEMA a en effet proposé à la société italienne de présenter un nouveau projet sur une plus petite surface et d'en démontrer le caractère durable et socialement responsable. Afin d'augmenter l'impact de l'Appel et de sensibiliser l'opinion publique au problème de l'accaparement de terres, Peuples Solidaires a d'ailleurs invité David Barissa à l'Université d'été de la solidarité internationale organisée en juillet à Bordeaux-Pessac, d'où il s'est rendu à Bruxelles pour rencontrer des eurodéputés.

## Inde

### L'exploitation qui mine la population

Appel n°316 du 28 mars 2008



La montagne Niyamigiri Hills où vivent les Dongria Kondh

Le 24 août 2010, la petite tribu des Dongria Kondh (8 000 personnes) a remporté une grande victoire. Suite à plusieurs années de lutte contre le projet d'installation sur leurs terres d'une mine de bauxite visant à

alimenter une raffinerie de l'entreprise Vedanta, le gouvernement indien a finalement refusé d'accorder une autorisation d'exploitation à la compagnie.

Lancé en lien avec ActionAid Inde, l'Appel Urgent de Peuples Solidaires avait, en 2008, permis d'alerter l'opinion publique sur cette situation. La mobilisation, à laquelle se sont jointes de nombreuses ONG de défense de l'environnement et des droits humains et même certains investisseurs n'avait, dès lors, cessé de prendre de l'ampleur. « Nous nous réjouissons de cette décision qui représente une victoire du combat mené par ce peuple indigène pour la défense de ses droits », s'est réjoui Bratindi Jena, Chargée des droits des peuples indigènes à ActionAid Inde.

## Brésil

### Les Quilombos défendent leurs terres

Appel n°336 du 1er avril 2010



Les Militants de la CONAQ vous remercient ! (Texte des pancartes : « Peuples Solidaires, 3050 Réponses, Merci pour votre soutien »).

A l'occasion de la Semaine de la solidarité internationale, en novembre prochain, deux représentants de la Coordination nationale des Quilombos participeront à des Conférences organisées à Rennes par des groupes de Peuples Solidaires et l'association AMAR (Acteurs dans le Monde Agricole et Rural).

## Prix Pinocchio : votez pour l'entreprise de votre choix !



Certaines entreprises utilisent le développement durable à des fins uniquement publicitaires. Pour mettre cette hypocrisie en lumière, Peuples Solidaires participera une nouvelle fois, en novembre, à la remise des « Prix Pinocchio du développement durable ». Les lauréats seront élus par les Internauts sur un site présentant les entreprises présélectionnées et leurs agissements. N'hésitez pas à y participer !

Plus d'informations le mois prochain sur [www.peuples-solidaires.org](http://www.peuples-solidaires.org)

# « C'est pas du jeu ! »

**L**a révolte sociale gronde dans « l'atelier du monde ». Les médias en ont abondamment parlé cet été : une vague de grèves inédite a touché la Chine où les ouvriers-ères sont de plus en plus nombreux-ses à prendre conscience de leurs droits.

Par leurs actions de sensibilisation, de formation et de mobilisation, nos partenaires œuvrent quotidiennement à cette prise de conscience, première étape incontournable pour améliorer la situation dans les usines. Ce travail de terrain, nous l'accompagnons sur le long terme par le biais de nos mobilisations et de la Caisse de solidarité. En ce sens, les événements de cet été sont un formidable signal d'espoir.

Mais l'actualité estivale a également été marquée par des drames, dont une série de suicides dans une usine de matériel électronique. Preuve supplémentaire, s'il en fallait une, de la situation de désespoir absolu dans laquelle se

trouvent ces centaines de milliers de femmes et d'hommes qui fabriquent les produits de grande consommation destinés à l'exportation.

Au final, le gouvernement chinois a concédé quelques avancées : le salaire minimum a été augmenté dans plusieurs provinces et devrait l'être dans d'autres. Mais ce n'est pas suffisant. Les rémunérations restent trop faibles pour vivre dignement. Et les multinationales doivent également prendre des mesures car elles sont, par la pression qu'elles exercent sur les prix et les délais de fabrication, en grande partie responsables des bas salaires et des mauvaises conditions de travail.

Dans ce contexte, notre campagne « C'est pas du jeu ! » pour des conditions de travail décentes dans l'industrie du jouet est plus que jamais d'actualité. Et nos partenaires comptent sur nous pour poursuivre et renforcer la mobilisation avec un nouveau temps fort : la pétition adressée à la Fédération internationale des industries du jouet (ICTI).

## Pourquoi l'ICTI doit agir

**L**a Fédération internationale des industries du jouet (International Council of Toy Industries – ICTI) regroupe 22 fédérations nationales. Sa vocation est avant tout de défendre les intérêts de ses membres. Mais d'après ses propres termes, sa mission est aussi de « faire progresser la responsabilité sociale dans l'industrie avec des programmes traitant de l'environnement, des pratiques salariales justes et loyales et la sécurité au travail »<sup>(1)</sup>.

### Un code interne inopérant

En 2001, suite aux nombreuses interpellations des ONG, la fédération internationale a adopté un « Code de pratiques commerciales » pour que les usines fonctionnent « dans la légalité et dans de parfaites conditions d'hygiène et de sécurité ». Les recommandations de ce code portent notamment sur les heures de travail, les salaires, le travail des mineurs, le travail forcé et la sécurité au travail. Tous les membres de l'ICTI sont censés le respecter et le faire respecter par leurs fournisseurs.

Mais ce texte souffre de nombreuses imperfections. A quelques exceptions près, il ne va pas au-delà du respect des lois locales. Plus grave encore, certaines dispositions se situent même en deçà de la législation chinoise, alors que 90 % des jouets importés en Europe sont fabriqués dans ce pays ! Le code de l'ICTI considère notamment que les ouvriers peuvent travailler 66 heures par semaine alors que d'après la loi chinoise, on peut ajouter un maximum de 36 heures supplémentaires par mois aux 40 heures hebdomadaires légales. De plus, son application repose sur un engagement purement volontaire, sans contrôle ni sanction.

Certes, suite aux critiques renouvelées des organisations de la société civile, la Fédération a mis en place un système de certification et de vérification interne, baptisé « CARE Process ». Mais celui-ci n'associe pas les organisations locales, néglige une partie de la chaîne d'approvisionnement et repose sur des audits dont l'inefficacité a été maintes fois démontrée<sup>(2)</sup>.

### L'ICTI doit prendre des mesures

La Fédération internationale ne doit plus faire croire aux consommateurs qu'elle veille efficacement au respect des conditions de travail dans les usines chinoises sans s'en donner les moyens. En lien avec nos partenaires chinois et européens, nous lançons une pétition pour lui demander de corriger son code de conduite et de s'assurer de sa bonne application afin que :

- les ouvriers perçoivent un salaire vital (plutôt qu'un salaire minimum) ;
- les ouvriers ne travaillent pas plus d'heures que ce que prévoit la loi chinoise du travail ;
- les entreprises membres de la Fédération changent leurs pratiques d'approvisionnement en payant davantage et en prévoyant des délais plus longs pour la fabrication des jouets ;
- les violations des droits des travailleurs ne soient tolérées à aucun niveau de la chaîne d'approvisionnement.

(1) Cf. [www.toy-icti.org](http://www.toy-icti.org).

(2) Cf. les récents rapports d'enquêtes que nous avons publiés (téléchargeables sur notre site : [www.peuples-solidaires.org](http://www.peuples-solidaires.org)).



### Signez et faites signer la pétition

Pour peser davantage face à l'ICTI, chaque signature compte !

La pétition à l'ICTI peut être signée dans sa version papier mais également sur [www.peuples-solidaires.org](http://www.peuples-solidaires.org)

Sur la version papier, vous pouvez faire signer jusqu'à trois personnes de votre entourage, pensez-y !

N'hésitez pas à commander des exemplaires supplémentaires de la pétition, disponibles sur simple demande.

### Vous pouvez signer et faire signer la pétition jusqu'au 31 janvier 2010.

### Déposez des cartes dans les magasins où vous achetez vos jouets



Le dépliant « S'informer et agir » de la campagne contient une carte à déposer dans les magasins de jouets. A l'approche des fêtes de Noël, c'est le moment idéal pour agir en déposant cette carte dans le magasin de votre choix !

Dépliants et Cartes disponibles sur simple demande.

### Devenez l'ami de Monsieur Nounours

Il est grand, il est doux et il défend la cause des ouvrières chinoises qui l'ont fabriqué. En novembre et décembre prochains, Monsieur Nounours sillonnera la France. Depuis quelques mois, il diffuse par e-mail une newsletter d'information sur la campagne jouets et ses activités.

Pour recevoir les e-mails de M. Nounours et exprimer votre soutien à la campagne jouets, devenez son ami sur [www.peuples-solidaires.org/devenir-ami-de-m-nounours/](http://www.peuples-solidaires.org/devenir-ami-de-m-nounours/)

